



## La croissance de l'économie belge devrait atteindre 1,2% en 2015 et 1,5% en 2016

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre de la préparation du budget 2016.

### Rétablissement progressif de l'économie de la zone euro

En 2015 et 2016, l'économie mondiale sera marquée par une reprise de la croissance dans les économies avancées. Cette année, elle pâtira du ralentissement de l'activité notamment en Chine et dans les pays exportateurs de pétrole. Les États-Unis et le Royaume-Uni devraient enregistrer une croissance rapide. En revanche, quoiqu'en nette accélération, la croissance sera plus faible dans la zone euro dès lors qu'un certain nombre d'États membres sont toujours confrontés à des problèmes structurels d'endettement et de chômage élevé. La croissance du PIB de la zone euro dans son ensemble devrait progresser de 1,5 % en 2015 à 1,8 % en 2016 dans un contexte caractérisé par une accélération graduelle du commerce mondial, la baisse récente des prix pétroliers et, sous l'effet de la politique monétaire accommodante, une forte dépréciation de l'euro et la faiblesse des taux d'intérêt. L'ensemble de ces facteurs sont favorables aux exportations et soutiennent le pouvoir d'achat des ménages tout en limitant les coûts de production des entreprises. La reprise dans la zone euro présente toutefois des profils assez inégaux. Ainsi, l'Allemagne, l'Espagne et l'Irlande enregistrent une croissance supérieure à la moyenne de la zone, tandis que la France et l'Italie ont une croissance plus faible.

Ce scénario international est caractérisé par une grande incertitude. La croissance de l'économie mondiale pourrait être freinée par des tensions géopolitiques ou par un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance en Chine. En outre, un relèvement plus rapide qu'escompté du taux directeur aux États-Unis ou l'absence d'un accord entre la Grèce et ses créanciers pourraient aviver la nervosité sur les marchés financiers et, partant, entamer la confiance des entrepreneurs et des consommateurs.

### La croissance du PIB belge se maintient en 2015 grâce à la consommation des ménages et s'accélère en 2016, soutenue par une accélération graduelle de la croissance de la demande intérieure et des exportations

Après s'être affaiblies en début d'année, les exportations profiteraient en 2015 d'une amélioration progres-

sive de la conjoncture internationale et de la dépréciation de l'euro, de sorte que la croissance des exportations atteindrait 3,4 %. En 2016, sous l'impulsion des débouchés extérieurs et vu l'évolution favorable des coûts intérieurs, la croissance des exportations s'accélérerait pour atteindre 4,6 %. Au cours des deux années, la croissance en volume des exportations serait supérieure à celle des importations, les exportations nettes contribuant ainsi positivement à la croissance économique. L'excédent de la balance extérieure courante s'accroît sensiblement en 2015, dans la mesure où l'effet volume est renforcé par l'évolution positive des termes de l'échange (consécutive à la baisse des prix du pétrole).

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume  
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En 2014, le revenu disponible réel des ménages a augmenté de 2,2 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par les revenus de la propriété dont une proportion généralement plus limitée, comparativement aux autres composantes du revenu, est consacrée à la consommation. Par conséquent, la croissance de la consommation des ménages n'a pas dépassé 0,9 % et le taux d'épargne des ménages a fortement augmenté (de 13,5 % en 2013 à 14,5 % en 2014). En 2015 et 2016, le pouvoir d'achat est soutenu par une nouvelle expansion de l'emploi mais est, dans le même temps, freiné par la politique de modération salariale. En 2015, le revenu disponible réel devrait toutefois encore pro-

gresser de 1,2 % compte tenu d'effets-prix favorables (principalement générés par la baisse des prix de l'énergie). En 2016, par contre, le pouvoir d'achat ne progresserait plus que de 0,5 %. La confiance des consommateurs, qui est particulièrement sensible à la situation sur le marché du travail, s'est récemment améliorée et soutiendrait plus fortement la consommation des ménages que le revenu disponible au cours de ces deux années. En 2015, la consommation privée devrait progresser de 1,5 % et ainsi contribuer sensiblement à la croissance économique. En 2016, sa progression serait moins forte (0,9 %). Les investissements des ménages dans la construction résidentielle stagneraient en 2015 pour ensuite augmenter de 1,3 % en 2016, à la faveur de conditions de financement toujours favorables.

Les investissements des entreprises demeurent un important moteur de croissance. L'an dernier, ils ont enregistré une hausse sensible de 6,8 % ; ils devraient reculer de 0,7 % cette année. Ces chiffres de croissance sont cependant influencés par des achats exceptionnels de biens d'investissement importés, opérations qui sont sans incidence sur le PIB. Abstraction faite de ces transactions, les investissements des entreprises ont augmenté de 2,6 % en 2014 ; ils devraient augmenter de 3,3 % cette année et l'année prochaine sous l'effet d'un accroissement de la rentabilité et d'une hausse du taux d'utilisation des capacités de production industrielle.

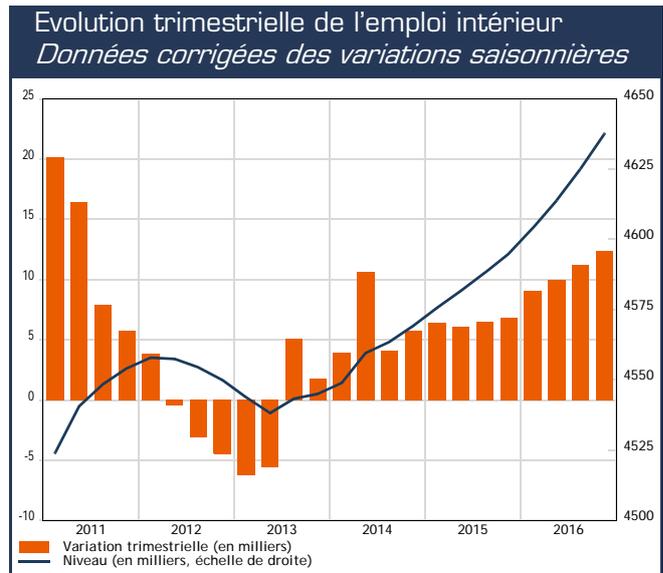
Compte tenu de l'ensemble des mesures décidées, la croissance en volume de la consommation publique s'établirait à 0,5 % en 2015 et à 0,8 % en 2016. En 2015, les investissements publics devraient afficher une forte croissance en volume (6 %) qui - tout comme l'an dernier - est largement attribuable aux constructions de bâtiments scolaires. En 2016, les investissements publics totaux se maintiendraient à ce même niveau.

### Les créations d'emploi sont favorisées par la progression limitée du coût salarial horaire

La progression de l'emploi en 2014 est estimée à 0,4 % (soit un accroissement net de 17 700 emplois). Pour 2015 et 2016, on table sur une augmentation de respectivement 0,5 % et 0,8 % (soit au total 60 000 emplois supplémentaires). L'évolution de l'emploi est, depuis 2014, beaucoup moins soutenue par l'extension des emplois titres-services qu'au cours des années précédentes. En outre, l'emploi des administrations publiques serait en baisse. Les créations d'emploi dans le secteur marchand seraient, pour leur part, favorablement in-

fluencées par la progression limitée du coût salarial horaire, avec pour corollaire une absence d'accélération de la croissance de la productivité, ce qui est inhabituel lors d'une phase de reprise économique.

Sous l'effet de la poursuite de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait de 22 000 unités sur l'ensemble de la période 2015-2016. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi de 8,5 % en 2014 à 8,3 % en 2016.



### En 2016, l'inflation repart à la hausse

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'établirait à 0,4 % en 2015 en raison de la forte baisse des prix de l'énergie. En 2016, ces prix n'exercent plus d'effet à la baisse sur l'inflation si bien que celle-ci remonte à 1,4 %. L'inflation sous-jacente aurait une évolution stable suite à la quasi-stabilisation des coûts salariaux unitaires. L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, augmenterait de 0,7 % et 1,2 % respectivement. Le prochain dépassement de l'indice pivot (actuellement à 101,02) par l'indice santé lissé, tel que redéfini par la loi du 23 avril 2015 qui officialise le saut d'index, ne devrait pas intervenir avant 2017.

Pour plus d'informations:  
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

**Chiffres clés pour l'économie belge*****Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2013	2014	2015	2016
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.3	0.9	1.5	0.9
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1.1	1.0	0.5	0.8
Formation brute de capital fixe	-2.2	5.4	0.1	2.4
Dépenses nationales totales	-0.6	0.9	1.0	1.2
Exportations de biens et services	2.9	3.7	3.4	4.6
Importations de biens et services	1.8	3.6	3.1	4.4
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.8	0.2	0.3	0.3
Produit intérieur brut	0.3	1.1	1.2	1.5
Indice national des prix à la consommation	1.1	0.3	0.4	1.4
Indice santé	1.2	0.4	0.7	1.2
Revenu disponible réel des particuliers	-0.2	2.2	1.2	0.5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	13.5	14.5	14.2	13.9
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	-12.4	17.7	24.8	35.0
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.4	8.5	8.4	8.3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.2	1.4	2.6	2.4
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.8	132.9	110.2	110.1
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.2	0.2	0.0	0.0
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	2.4	1.7	0.8	1.0